

asiatique. Or elle ne serait pas trop difficile à comprendre si, nous considérant nous-mêmes comme des êtres humains, nous nous mettions à la place d'autres êtres humains qui, en Asie, ont leurs problèmes propres. Nous serions alors pénétrés de haine pour le colonialisme, de ressentiment pour la domination de l'homme blanc qui a pesé sur ces gens pendant des dizaines d'années, voire durant des siècles. Nous sommes les héritiers d'un lourd passé, et sa liquidation ne sera pas facile. Et pourtant nous voyons aujourd'hui M. Nehru s'efforcer d'assurer à son peuple un gouvernement démocratique et de lui redonner l'espoir auquel il a droit. A sa manière communiste, Mao essaie de donner aux Chinois l'espoir qui, à son avis, leur est dû. Nous ne pouvons oublier que cette grande masse d'Asiatiques a eu le désespoir pour compagnon quotidien, et la désespérance pour lot inévitable. Mais maintenant, ils voient quelques rayons d'espoir. De quel côté verront-ils luire plus d'espoir, dans l'Inde qui se démocratise ou dans la Chine communiste?

Nous avons peut-être une grande tâche à accomplir ici. Aux États-Unis, l'ignorance de l'Inde est grande, et dans bien des cas existe une forte haine à l'égard de l'Inde et de son chef. Dans le passé, le Canada s'est enorgueilli, pas toujours à bon droit, d'être l'interprète entre le Royaume-Uni et le Canada, mais nous nous rendrions peut-être utiles en interprétant l'Inde aux États-Unis et évidemment, les États-Unis à l'Inde.

Je pense que là nous devrions accomplir un devoir public d'une très haute valeur. Mais ce que nous devons nous rappeler avant tout, c'est que l'Inde n'a vraiment pas le moindre sentiment d'identité avec le monde de l'Ouest. Nous sommes fiers de compter les Indiens parmi nos amis; les rapports entre nos deux pays sont excellents; mais l'Inde va envisager ses problèmes avec les yeux de l'Asie et non avec ceux de l'Amérique du Nord. L'un des problèmes que les Indiens doivent résoudre est celui de la misère dans leur propre pays. Tous les peuples de l'Asie veulent l'égalité avec l'Ouest, mais il n'y a qu'un moyen dont ils puissent parvenir à cette égalité, et c'est en s'industrialisant.

S'ils procèdent à l'industrialisation distincte de chacun de leurs pays, ils dépendront de l'épargne de leurs ouvriers, de leurs agriculteurs et de leurs commerçants, et cette épargne ne suffira pas à une industrialisation d'envergure. Il serait aussi possible (pour employer un mot que je n'aime pas) de soviétiser l'économie, à moins que nous, les Occidentaux, qui avons une telle abondance des biens de ce monde, ne leur venions en

aide. Je dirais, de nouveau, qu'il n'y aurait pas lieu d'y procéder bilatéralement, ou d'aucune autre façon que par l'intermédiaire des Nations Unies. Il y aurait lieu de prêter les fonds dont il s'agit au taux le plus bas possible, et sans réserve aucune. Si nous ne sauvons pas l'Asie du pire de tous les dangers que serait son industrialisation, je crains qu'elle ne se range aux côtés des puissances communistes, quelles qu'elles soient. Cela revient inéluctablement à l'axiome voulant que le régime qui conquerra l'Asie conquerra le monde.

M. Patterson: Monsieur le président, on demande aujourd'hui au comité d'approuver l'estimation des dépenses du ministère des Affaires extérieures pour cette année. Le montant est, évidemment, d'une importance vitale; mais il me semble qu'il y a quelque chose d'encore plus important, et c'est la ligne de conduite que le Gouvernement et le ministère des Affaires extérieures entendent suivre et pour laquelle ils demandent cet argent. Nous avons étudié ces jours-ci les aspects militaires de notre programme de défense nationale, et on peut dire que nous examinons aujourd'hui les aspects politiques et diplomatiques de ce programme. La scène internationale reste agitée, menaçante, comme on l'a signalé, et à la faveur des incidents qui se produisent actuellement, surtout la nationalisation par l'Égypte du canal de Suez, la situation paraît certainement s'aggraver au lieu de s'améliorer. Cet après-midi, je voudrais m'arrêter à un certain nombre de problèmes auxquels est exposé le monde en général, et rappeler en même temps la place que le Canada occupe dans le domaine des affaires internationales. Au cours des trois dernières sessions, j'ai eu l'honneur de faire partie du comité des Affaires extérieures, tâche qui m'a vivement intéressé, parce qu'elle nous fournit l'occasion d'obtenir des renseignements un peu plus détaillés qu'il n'est possible d'en obtenir à un comité de la Chambre ou d'autre façon.

Cette année, nous y avons entendu une déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Après lui, de hauts fonctionnaires de son ministère, ainsi que M. Nick Cavell, le général McNaughton et d'autres ont fait des exposés sur les questions qui relèvent plus particulièrement de leur compétence. L'exposé du secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'occasion de la présentation de ses crédits nous a fourni aujourd'hui de nouveau le point de vue sur la situation internationale de quelqu'un qui est évidemment en mesure d'en savoir plus long que quiconque ici. Je me dis souvent que ceux qui participent à ces débats sont fort désavantagés, parce qu'ils doivent surtout